Tribune de Fabien Roussel dans Le Monde

LES LANDES RÉPUBLICAINES
HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.
S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »
7 rue Frédéric Bastiat – BP34
40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41
Directeur de la publication : Alain BACHE
e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : http://pcf40.free.fr
Abonnement annuel 30€
Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN
C.P.N° 0728P11523– N° 2548 – Jeudi 16 avril 2026

Dans une tribune au « Monde », le secrétaire national du Parti communiste français oppose à la « nouvelle France » l'idée d'une « nouvelle République » qui, en « bannissant le racisme comme l'antisémitisme, en s'attaquant aux inégalités sociales, en rassemblant les exploités de toutes origines et de tout genre » placerait l'être humain au cœur de son combat politique.

Ma France ne connaît qu'un seul peuple. Fort de son histoire, pluriel dans ses identités, il forme un seul et unique collectif politique, composé de femmes et d'hommes de toutes conditions et de toutes générations « sans distinction d'origine, de race ou de religion ».
Ce peuple s'est constitué comme tel à travers un projet politique commun, hérité de sa Révolution, des grandes luttes pour sa liberté et de ses grandes conquêtes sociales. Ce projet, c'est celui de la République, laïque et sociale.
C'est ce projet qui est attaqué par l'extrême droite d'abord qui, comme elle en a l'habitude mortifère, alimente les divisions des classes populaires par l'ethnicisation des rapports sociaux. Nourrissant les peurs, attisant la haine et la xénophobie, elle nie les discriminations en se prévalant indûment de la promesse républicaine.
Dans les faits, l'extrême droite l'a toujours combattue, défendant la préférence nationale pour maintenir des injustices parmi les plus insupportables et légitimer la surexploitation des travailleurs issus de l'immigration et la relégation des femmes comme citoyens de second ordre.

Une poignée de milliardaires

C'est ce projet qui est attaqué aussi par des décennies de politiques libérales qui ont appauvri la France et la très grande majorité de nos concitoyens, enrichissant au-delà de toute imagination possible une poignée de milliardaires qui ont saccagé le pays, privatisé et monopolisé ses richesses au détriment de l'égalité et donc de la possibilité même de la fraternité. Ce grand appauvrissement social, éducatif, sanitaire, industriel, démocratique qu'ils ont organisé est un venin aussi mortel pour notre République que celui de la haine et de la violence que l'extrême droite diffuse.
La fracture la plus visible se situe dans les grandes villes des banlieues de nos métropoles. Elles sont désertées par les grands services publics, connaissent des taux de pauvreté record et font face à la ségrégation organisée de leurs habitants. Leurs habitants affrontent un racisme quotidien, violent vécu comme un crachat en plein visage en particulier par une jeunesse qui dans son immense majorité aspire à vivre, à travailler à créer, à s'épanouir.
Ce projet est attaqué, enfin, de façon paradoxale par certains de ceux qui revendiquent pourtant incarner mieux que tous les autres cette République du peuple. Sur la base d'un constat des mutations profondes de la société française que chacun peut faire et que nul ne songe à nier, ils catégorisent les citoyens en fonction de leur couleur de peau, de leur religion pour en faire des objets politiques et prétendent ainsi organiser leur combat. Ils fragmentent, ce faisant, le corps social en identités concurrentes alors que tout devrait être fait pour porter, ensemble, un projet émancipateur commun.
Dans cet esprit, la « nouvelle France » portée par Jean-Luc Mélenchon enferme les individus dans des déterminismes culturels, géographiques ou générationnels au lieu de les fédérer sur la base de leurs aspirations partagées à la justice et à l'égalité. Elle organise la division et détourne les forces vives du seul enjeu décisif : celui de construire un projet collectif fondé sur des intérêts communs et de construire un large rapport de force unissant le monde du travail face au capital.

Nous libérer du capitalisme

Le peuple de France, celui que j'aime, est fier de ses luttes sociales, des congés payés, de la retraite à 60 ans, autant que de ses combats contre le colonialisme et pour la liberté des peuples. Nous avons su nous débarrasser de la monarchie, puis du nazisme. Nous devons désormais nous libérer du capitalisme pour reconstruire une France libre et indépendante.
Et nous y parviendrons en étant unis par une conscience de classe suffisamment forte pour nourrir les luttes, imposer un rapport de force contre l'oligarchie qui nous gouverne et prendre le pouvoir.
Ce qui nous lie, ce n'est pas d'où nous venons, mais comment nous agissons, comment nous nous construisons, ce que nous transformons et où décidons d'aller ensemble.
La « nouvelle République » que nous devons bâtir doit permettre à chacun de se reconnaître dans une identité commune : une identité politique choisie et non assignée. C'est en faisant de l'être humain, la priorité de tous nos choix que nous construirons cette nouvelle République, bannissant le racisme comme l'antisémitisme, s'attaquant aux inégalités sociales, rassemblant les exploités de toutes origines, de tout genre, pour transformer le réel.
Oui, faisons de l'être humain le cœur de nos combats, sans autres formes de distinction. C'est en recentrant le débat sur les intérêts communs, le progrès social, l'égalité, et la solidarité qu'une nouvelle manière de « faire nation » pourra émerger.■

PAROLES D'ÉLUS

Après la séquence électorale des municipales de ce mois de mars, nous donnons la parole à des camarades élus au travers de 4 questions.
Nous commençons cette série de témoignages par Alain Cloutour, maire-adjoint de Morcenx-la-Nouvelle.

1/ Vous venez d'être élu. Comment s'est passée votre campagne et quelles sont les problématiques auxquelles vous allez devoir faire face ?

La genèse de la liste de rassemblement à gauche à Morcenx-la-Nouvelle remonte au printemps dernier.

De gauche à droite : Philippe Espuna, Sara Castillo Jaimes, Alain Cloutour et Charline Ott

Après plusieurs rencontres entre le maire, notre maire-adjoint sortant, le secrétaire de la section du PS et le secrétaire de la section PCF du pays morcenais, un accord fut très vite trouvé, sur une projection d'une liste à 65% (la liste sortante avait été élue avec 72%), avec un poste d'adjoint, une place de conseiller à la 15ème place (afin d'être électeur pour les sénatoriales), une place à la 23ème place et une à la 27ème.

Nous avions quatre sortant(e)s dont Daniel Biremont, notre adjoint, et Pascale Mourière qui avaient annoncé qu'ils ne repartaient pas.

Fin mai, Sara Castillo Jaimes et Charline Ott acceptent de s'engager à nos côtés. Fin juin la composition de la liste est arrêtée, puis en septembre et octobre, les élu(e)s sortants ou pas et les candidat(e)s se sont réunis afin de faire le bilan de la mandature écoulée et écrire le futur projet municipal.

Très vite, nous savions que nous allions avoir une opposition agressive, procédurière donc on a fait le choix d'un compte de campagne (même si ce n'était pas une obligation), boîte de communication, tracts et journaux sortis en imprimerie… Puis on a fait une trentaine de réunions chez l'habitant (le principe étant que notre hôte invite ses voisins) et pour finir, la dernière semaine, quatre réunions publiques, une par village.

Alors que nous privilégions le contact humain, nos adversaires faisaient essentiellement campagne sur les réseaux sociaux avec désinformations, attaques personnelles, et, face à cette situation on a été confronté à ce dilemme, avec ce proverbe qu'on ne pouvait ignorer « calomniez, calomniez, il n'en restera toujours quelque chose » : répondre ou ne pas répondre.

Le 15 mars au soir, le résultat tombe avec un score de 61,2% pour notre liste avec pour conséquence la non élection de Charline Ott pour quelques voix.

Ce score n'est ni plus ni moins celui de Boris Vallaud au 2eme tour des législatives face au RN et la liste adverse classée Divers Centre par la préfecture fait ainsi élire une adhérente de Reconquête (Zémour) et un élu du RN.

2/ La coopération intercommunale prend de plus en plus d'importance sur les territoires, comment allez-vous combiner ce lien entre municipalité et intercommunalité ?

Il est impératif qu'entre la commune et l'intercommunalité les informations circulent en toute transparence.

Des enjeux majeurs nous attendent aussi bien pour l'urbanisme, les droits de préemption, les voiries que ce soit le partage de la chaussée vélos, piétons, voitures ou le développement des pistes cyclables afin de relier les différents villages.

Autre sujet sensible avec la collecte des déchets que ce soit le tri classique, le ramassage des ordures ménagères, les déchets verts, mais également une véritable problématique qu'est la collecte de déchets amiantés.

A ce sujet, le Conseil Départemental a pris récemment une décision afin d'accompagner financièrement les différents syndicats ou sictom ; mais il est regrettable que ce collectage soit fléché vers l'enfouissement et non pas vers l'éradication par vitrification alors que nous disposons d'une entreprise (Europlasma) sur le territoire.

3/ Quels sont, selon vous, les grandes problématiques territoriales et les grands défis que vous allez devoir rencontrer durant cette mandature ?

Les grands défis pour ce mandat, c'est le maintien d'une offre de service public (présence humaine à la gare SNCF, centre des impôts…), et surtout le problème de l'offre du logement.

En effet, avec un pouvoir d'achat en berne, les jeunes ne peuvent plus acheter ou faire construire donc très peu de logements sociaux (XL Habitat) se libèrent. On a aujourd'hui sur le territoire plus de 80 demandes de logements en souffrance et de fait nous ne pouvons accueillir des couples d'actifs avec une conséquence sur les écoles. Les effectifs dans les classes de nos écoles stagnent ou régressent et l'administration en profite pour supprimer des postes d'enseignants.

4/ Les défis économiques sont nombreux, comment vos collectivités vont devoir faire face aux manques de dotations et économies qui vous seront demandées ?

Les défis économiques sont tels aujourd'hui qu'on n'a pratiquement plus de marge de manœuvre, les collectivités territoriales étant la variable d'ajustement pour boucler le budget du gouvernement.

D'une année sur l'autre les règles changent avec un Etat incapable de respecter ses engagements. Actuellement on est confrontés à un manque de recettes, car, à force de faire les fonds de tiroirs il n'y a plus d'économies à réaliser et nous faisons le choix de ne pas toucher à la vie associative, sportive et culturelle.
Donc à Morcenx-la-Nouvelle on va continuer à être très attentifs afin de saisir toutes les opportunités pour développer notre patrimoine forestier (géré je rappelle de façon publique par l'ONF), les circuits courts pour l'alimentation de notre cantine scolaire par la mise en activité d'une structure maraîchère à proximité immédiate de cette dernière, et continuer à étudier toutes les possibilités d'étendre nos sources de production d'énergie.■

Le billet de Gérard Streiff

Nuance

À lire François Durvye, un nom à retenir car ce proche du milliardaire Stérin vient d'être promu « conseiller spécial de Bardella » pour l'économie, on a une petite idée du ton que le RN pourrait donner à sa campagne des présidentielles. Le RN, dit Durvye, est « l'héritier du gaullisme social », le RN « chérit » le modèle social français, le RN veut que « l'État joue son rôle ». On voit le genre. Mais quand on gratte un peu, sur des points précis du programme, genre la retraite à 67 ans, on ne le sent pas farouchement contre. Quant au déficit, qui serait selon lui bien supérieur à ce que disent les autorités, « évidemment qu'il y aura des efforts à faire ». Bref, Durvye ne s'affiche pas libéral mais « il croit à la liberté de l'entreprise ». Nuance.■

La mobilisation paye : le 1er mai est et restera férié, chômé et payé !

Ce lundi 13 avril, la CGT et les organisations syndicales ont obtenu que le gouvernement ne passe pas en force sur le 1er mai et ne convoque pas la commission mixte paritaire, indispensable pour valider la proposition de loi.

La loi ne sera donc pas modifiée et le 1er mai restera un jour, férié, obligatoirement chômé et rémunéré où seuls de rares secteurs qui, en raison de la nature de leur activité ne peuvent interrompre le travail sont autorisés à faire travailler les salarié·es.

La proposition de loi de Gabriel Attal soutenue par la droite et l'extrême droite, et dénoncée par l'ensemble des syndicats, reposait sur un tissu de mensonges :

- elle aurait favorisé les grands groupes, aux dépens du petit commerce indépendant de proximité et des artisans, qui peuvent déjà ouvrir le 1er mai ;
- elle ne se serait pas limitée aux boulangeries et aux fleuristes, mais aurait concerné tout le secteur du commerce, de la culture et de l'agroalimentaire ;
- elle ne prévoyait pas le fait d'être réellement payé double (200% pour la journée travaillée), et n'aurait pas garanti le fait d'être volontaire face au pouvoir patronal.

Alors que les macronistes voulaient faire du 1er mai une "journée à fort potentiel commercial", le rapport de force a payé. La CGT remercie les dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées pour interpeller les député·es et signer la pétition ou manifester.

Ils nous ont déjà volé 2 ans de vie avec leur réforme inique des retraites, ont tenté en vain de nous supprimer 2 jours fériés, nous ne les laisserons pas nous voler le 1er mai !

La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à manifester massivement ce 1er mai. C'est NOTRE journée, c'est le jour où se faire entendre pour exiger des augmentations de salaire et des mesures contre la vie chère.
C'est le jour où, depuis 140 ans, tous les travailleurs et travailleuses du monde manifestent ensemble pour défendre la paix juste et durable et le progrès social.■

Les 17 et 18 avril, Fête Huma de Perquie

Cette année elle se déroulera sur le thème : **« Pour des jours heureux en France et dans le Monde »**.
Dans le contexte politique international et français, après les élections municipales et dans le cadre de la préparation du congrès du PCF, cette 15ième fête constituera un évènement politique important.
Ce rassemblement politique et festif, les militants communistes du secteur, le préparent en s'adressant largement aux populations, aux salariés.
Préparation qui s'inscrit concrètement dans la démarche du **« pacte d'avenir de la France »** proposé par le PCF.
Un pacte qui favorise le débat et l'action du monde du travail dans sa diversité car il n'y aura pas de changement politique en sa faveur si celui-ci ne prend pas en main ses affaires.

Programme :

Vendredi 17 avril 18h30 débat public : ***« Liberté des peuples, Souveraineté des Etats, Paix, Respect du droit international »*** avec **Daniel Salhorgne**, Président du Mouvement de la Paix des Landes et **Leila Moussavian-Huppe**, membre du secteur de politique extérieure du PCF en charge du Proche et Moyen -Orient

Samedi 18 avril 10h débat public : ***« Pour des territoires ruraux vivants : Renouveau industriel et agricole, services publics, transition écologique »*** avec **Véronique Mahé**, responsable nationale à la vie du PCF, conseillère régionale des Pays de Loire.

Apéritif et repas vendredi soir (12€ tout compris)
Apéritif puis repas samedi midi (prix repas 16€)
S'inscrire rapidement (pour des questions d'organisation) auprès de : Béatrice Désolé 06.86.20.21.84 ou Christian Duprat 06.83.22.69.81
Possibilité de laisser un message)■

SOUSCRIPTION

Nom……Prénom……..
ADRESSE……..
……..
CP…… VILLE……

Je fais un don de …… € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :
« ADF-PCF40 »
BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex
Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

FÊTE D'HUMANITÉ A PERQUIE

...Haut, Peiròt, vam caminar, vam caminar/ De cap tà l'immortèla/ Haut, Peiròt, vam caminar, vam caminar/ Lo país vam cercar... (Allons Pierrot, Marchons jusqu'à l'immortelle, Allons Pierrot marchons, Le pays il faut le chercher), extrait de la chanson «De cap tà l'immortèla» du groupe béarnais Nadau. Les «Landes Républicaines» journal du PCF landais, nous invite à participer à la Fête de l'Humanité vendredi 17 et samedi 18 avril 2026 à Perquie, village de 342 habitants au Pays de Villeneuve en Armagnac landais. Elle est née au printemps 2002 dans un acte de résistance à l'extrême-droite qui s'était qualifiée pour le 2ème tour de l'élection présidentielle. C'est un moments crucial dans cette commune landaise agricole, viticole et dynamique qui résiste et résonne d'un communisme municipal créatif. C'est un peuple villageois et solidaire qui se mobilise avec l'organisation des communistes du Bas-Armagnac et fait événement chaque année au printemps, comme une promesse de jours heureux. Le thème de cette 24ème édition est bien dans les défis de notre époque : «Pour des jours heureux en France et dans le Monde». On ne dira jamais assez toute la qualité d'engagement des militantes et militants comme de toutes les bonnes volontés qui apportent leur pierre à la réussite de ce moment festif et positif en ce lieu de traditions populaires profondes. Les intervenantes et intervenants invité-e-s comme les thèmes présentés et débattus portent les enjeux d'aujourd'hui. Il s'agit certes d'un moment festif et gourmand mais avec un contenu qui, au-delà de la fête, ouvre des horizons d'espoirs et de luttes pour ne pas désespérer de l'avenir. Le débat public du 17 avril à 18H30 traitera de «Liberté des peuples, souveraineté des États, Paix, Respect du droit international» avec Daniel Salhorgne, président du Mouvement de la Paix landais et Leila Moussavian-Huppe, membre du secteur de politique extérieure du PCF en charge du Proche et Moyen Orient. Le 18 avril à 10H, le débat aura pour thème : «Pour des territoires ruraux vivants:Renouveau industriel et agricole, services publics, transition écologique» avec Véronique Mahé, responsable nationale à la vie du PCF, conseillère régionale des Pays de Loire. La fête de l'Humanité, le journal créé par Jean Jaurès (1859-1914) le député de Carmaux et militant de la paix, assassiné la veille du déclenchement de la Première guerre mondiale le 31 juillet 1914. Dans son premier éditorial «Notre but» de juillet 1904, il marquait l'avenir : «*Le nom même de ce journal, en son ampleur, marque exactement ce que notre parti se propose...L'humanité n'existe point encore ou elle existe à peine. À l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée par l'antagonisme des classes, par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. Seul le socialisme, en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail, résoudra cet antagonisme et fera de chaque nation, enfin réconciliée avec elle-même, une parcelle d'humanité*». Nos amies et amis de Perquie portent haut l'objectif de nos anciens, notamment en ce 90ème anniversaire du Front Populaire de 1936 «Pour le pain, la paix, la liberté» soutenant la République espagnole trahie par le général fasciste Franco soutenu par Hitler et Mussolini. La lutte contre les ligues fascistes en France, pour le progrès social, la démocratie, la paix, résonne aussi avec ce que nous vivons. Saluons à sa juste valeur le message d'humanité de nos camarades de Perquie. Qu'es l'espèr d'un mond mielhor (c'est l'espoir d'un monde meilleur). ■

Roger La Mougne